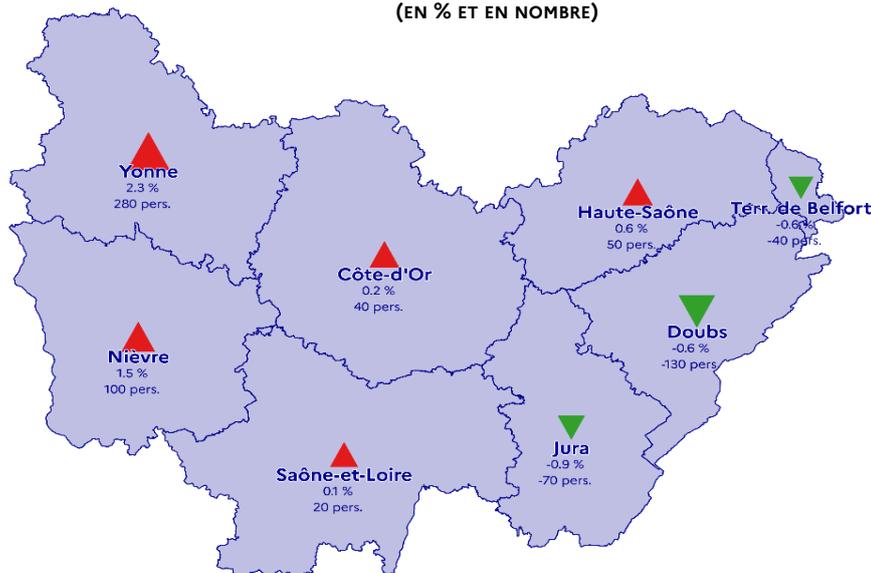


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA SAÔNE-ET-LOIRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2023 (EN % ET EN NOMBRE)



► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **19 810** (+ 0,1 % sur un trim.)
 Cat. B, C : **20 590** (+ 1,4 % sur un trim.)
 Cat. A, B, C : **40 400** (+ 0,7 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,7 % au 3^{ème} trimestre 2023
 + 0,2 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2023
 (France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,2 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

191 840 au 3^{ème} trimestre 2023
 - 0,2 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2023

● RECOURS À L'INTÉRIM

6 940 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2023
 - 1,2 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2023

France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
 + 0,2 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2023

Source : France Travail-Dares, STMT

Au troisième trimestre 2023

L'emploi salarié (privé et public) diminue en Saône-et-Loire, soit 440 emplois en moins par rapport au 2^e trimestre 2023. Hors intérim, le commerce renforce ses effectifs. L'industrie consolide ses effectifs grâce aux créations d'emploi dans la fabrication de matériels de transport. Plus gros employeur, les services non marchands perdent des effectifs. L'emploi continue de diminuer dans la construction. Les activités des services marchands sont pénalisées par les pertes qu'enregistrent les activités de transports et des services aux ménages. L'emploi se replie dans l'agriculture. Sur un an, l'emploi salarié est relativement stable comme au niveau régional. La demande en intérim diminue excepté dans la construction. Le recours au dispositif d'activité partielle diminue comparativement au 2^e trimestre. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA passe sous la barre des 10 000, un chiffre inférieur de 1,4 % à son niveau de l'an dernier (soit -140).

Au quatrième trimestre 2023

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle diminue sensiblement par rapport au 3^e trimestre. Les défaillances d'entreprises augmentent mais le nombre d'emploi menacés ne varie pas. Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégorie A est quasi-stable : +0,1 % contre +0,3 % au niveau régional. Elle dépasse désormais son niveau de 2022. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite s'accroît rapidement (catégories BC). Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues progresse. Les difficultés d'insertion concernent principalement les jeunes : le nombre d'inscrits en catégorie A augmente de 1,8 % (+2,5 % catégories ABC). La hausse de la demande d'emploi de catégorie ABC touche davantage les hommes que les femmes, en lien avec une moins bonne tenue de l'emploi intérimaire dans les secteurs embauchant le plus de main-d'oeuvre masculine.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Saône-et-Loire :

Données CVS-CJO

	T4 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A	19 810	+0,1	+0,3
Catégories B, C	20 590	+1,4	+0,2
Catégories A, B, C	40 400	+0,7	+0,2

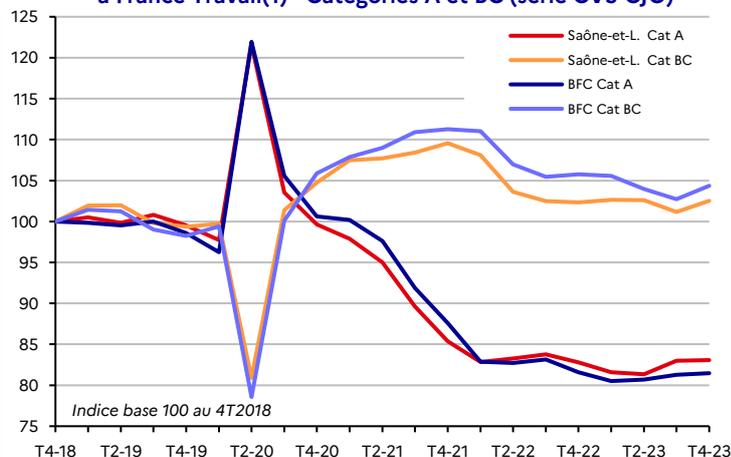
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T4 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A	100 560	+0,3	-0,1
Catégories B, C	95 560	+1,6	-1,3
Catégories A, B, C	196 120	+0,9	-0,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	10 070	+1,2	+0,4	+0,2	+0,7
< 25 ans	1 450	+4,3	+3,6	+0,9	+3,7
25 - 49 ans	5 530	+0,4	+1,7	-0,1	+1,3
50 ans et plus	3 090	+1,3	-3,1	+0,3	-2,2
Femmes	9 740	-0,9	+0,2	+0,3	-1,0
< 25 ans	1 360	0,0	+2,3	+2,3	+2,6
25 - 49 ans	5 290	-0,9	+0,2	+0,4	-0,3
50 ans et plus	3 090	-1,3	-1,0	-0,7	-4,1
Total	19 810	+0,1	+0,3	+0,3	-0,1
< 25 ans	2 810	+1,8	+2,9	+1,5	+3,2
25 - 49 ans	10 820	-0,3	+1,0	+0,1	+0,6
50 ans et plus	6 180	0,0	-2,1	-0,2	-3,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	19 260	+1,6	+0,8	+1,2	+0,2
< 25 ans	2 660	+3,5	+3,5	+2,1	+2,1
25 - 49 ans	11 140	+0,8	+0,8	+1,0	+0,1
50 ans et plus	5 460	+2,4	-0,4	+1,1	-0,4
Femmes	21 140	0,0	-0,3	+0,6	-1,6
< 25 ans	2 590	+2,0	+2,0	+2,3	+0,2
25 - 49 ans	11 840	-0,3	-0,4	+0,5	-1,8
50 ans et plus	6 720	-0,1	-0,7	0,0	-2,0
Total	40 400	+0,7	+0,2	+0,9	-0,7
< 25 ans	5 250	+2,5	+2,7	+2,2	+1,2
25 - 49 ans	22 970	+0,2	+0,1	+0,8	-0,9
50 ans et plus	12 170	+0,9	-0,7	+0,5	-1,3

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur France Travail.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2023	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	22 070	+1,0	+2,7	+1,7	+2,4
DELD :					
1 à 2 ans	7 850	+1,7	+6,8	+1,7	+2,8
2 à 3 ans	3 480	+0,9	-8,4	-1,3	-11,5
3 ans et plus	7 000	-1,0	-8,5	-1,5	-8,1
Total DELD	18 330	+0,5	-2,5	-0,1	-4,4
Part des DELD	45,4%	-0,1 pt	-1,3 pt	-0,5 pt	-1,7 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3 2023	Moyenne annuelle 2023 2022	
Assurance chômage	18 200	17 380	16 820
Solidarité - Etat	1 760	1 830	2 150
Autres	500	460	450
Total DE indemnisés	20 460	19 670	19 420
Formation	740	1 170	1 280
Part des DE indemnisés* :			
Saône-et-Loire	47,2%		
BFC	48,5%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2023	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	734	+55	+8,0	+164	+4,8
Fin de mission d'intérim	361	+62	+20,9	+168	+10,8
Démission	222	-2	-1,0	+95	+9,0
Rupture conventionnelle	236	-5	-2,1	-17	-1,4
Licenc. économique	51	+11	+28,8	+64	+24,9
Autre licenciement	211	-62	-22,8	-200	-13,9
Première entrée ⁽¹⁾	178	+7	+4,3	-47	-4,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	686	-21	-3,0	-129	-3,5
Réinscription rapide ⁽³⁾	700	+6	+0,9	+131	+3,9
Autre motif ⁽⁴⁾	256	+38	+17,2	+164	+14,6
Motif indéterminé	339	-27	-7,5	+125	+8,1
Total	3 974	+62	+1,6	+519	+2,6

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2023	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	509	-19	-3,7	-83	-2,9
Entrée en stage ou formation	489	+5	+1,0	+68	+2,7
Arrêt de recherche**	417	-20	-4,7	-84	-4,2
dont maladie	264	+9	+3,4	+21	+1,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 828	-107	-5,5	-773	-7,9
Radiation administrative	396	-20	-4,8	-15	-0,7
Autre cas ⁽²⁾	339	+31	+10,2	+195	+12,5
Total	3 977	-131	-3,2	-690	-3,3

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T4 2023	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	<25 ans	Seniors	
Autun	5 270	+0,6	+1,0	49,0	12,9	32,5	10,2
Chalon-sur-Saône	5 950	+1,2	+1,9	50,6	14,6	29,1	8,3
Charolles	2 410	-2,8	-2,0	46,9	13,7	37,8	6,9
Louhans	2 020	+0,5	-1,5	51,5	14,4	32,7	6,9
Mâcon	4 170	-0,2	-0,2	47,5	15,6	28,1	8,1
Saône-et-Loire	19 810	+0,1	+0,3	49,2	14,2	31,2	8,3

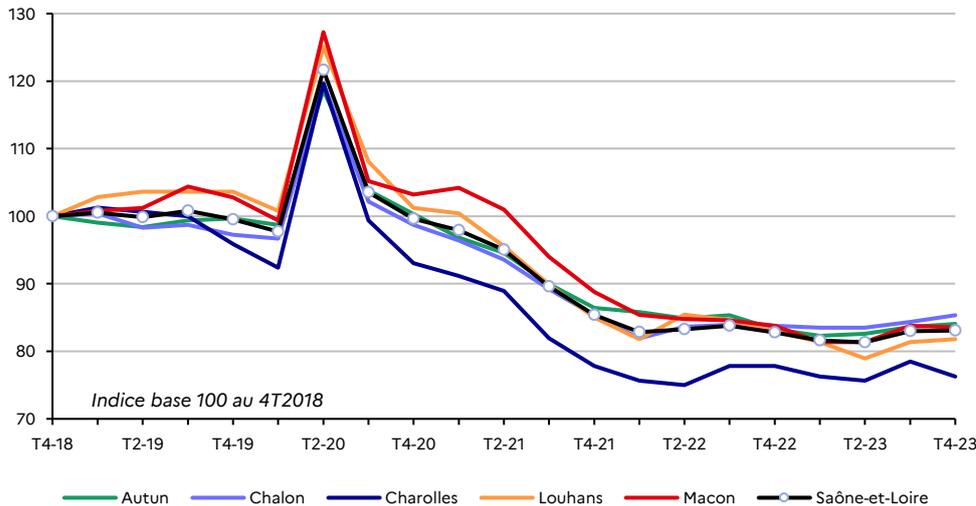
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2020

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T4 2023	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
		1 Trim.	1 an	T4 2023	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Autun	10 020	+0,7	-0,1	4 750	+0,6	-2,3
Chalon-sur-Saône	12 220	+1,3	+1,4	5 600	+0,7	-1,4
Charolles	5 090	-1,2	-0,2	2 310	+0,9	-1,7
Louhans	4 240	+1,4	+0,5	1 800	0,0	-4,8
Mâcon	8 830	+0,7	-0,8	3 870	0,0	-3,7
Saône-et-Loire	40 400	+0,7	+0,2	18 330	+0,5	-2,5

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
970	+3,2	930	0,0
1 160	-0,9	1 120	+3,7
500	0,0	510	+4,1
430	-2,3	430	+4,9
970	+1,0	930	+3,3
4 030	+0,5	3 930	+3,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2024.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

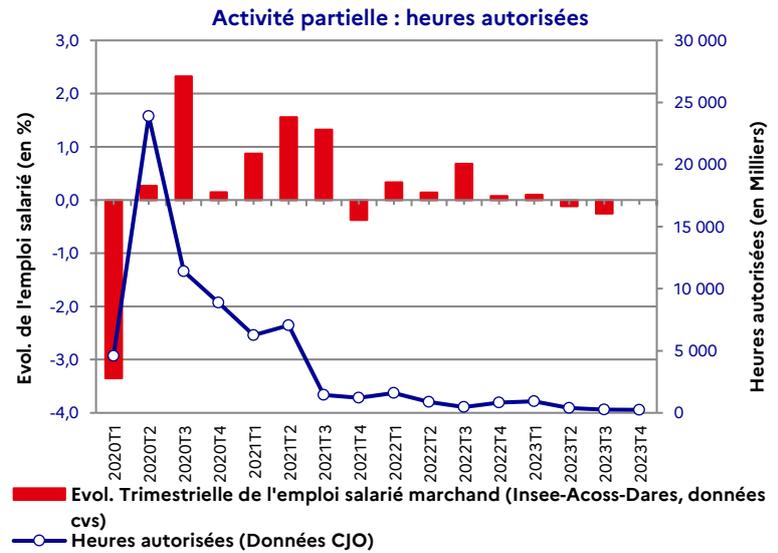
Activité partielle

Données CJO*		Saône-et-Loire	
Heures autorisées		T3 2023	T4 2023
Nombre de demandes en cours		87	82
Volume d'heures autorisées		271 139	243 665
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	232 704	213 794
	Construction	0	1 052
	Commerce	5 781	3 060
	Services	32 654	25 759
Etablissements autorisés		78	72
dont :	étabs de 50 sal. et plus	19	24
Nombre de salariés concernés**		3 023	3 080
Total heures autorisées 12 mois glissés		2 409 851	1 831 916

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



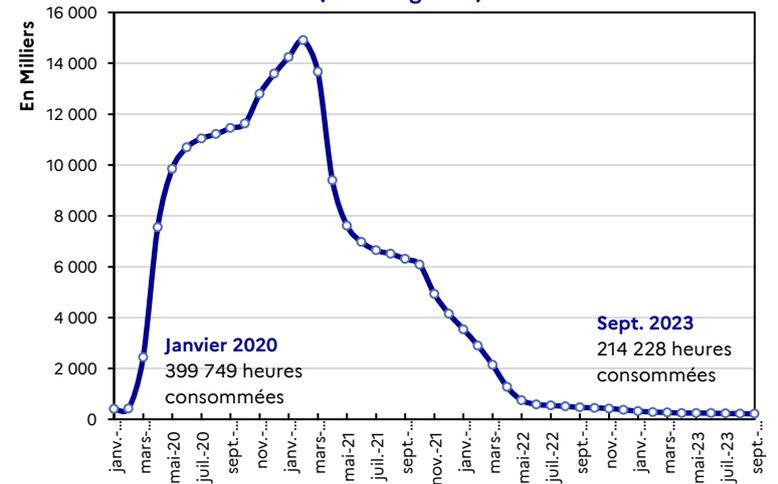
		Saône-et-Loire	
Heures consommées		T2 2023	T3 2023
Nombre d'heures consommées*		73 167	21 007
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	57 379	12 945
	Construction	1 967	0
	Commerce	2 788	1 925
	Services	11 033	6 138
États ayant consommé des heures		59	42
dont :	états de 50 sal. et plus	13	9
Nombre de salariés concernés**		916	267
Total heures consommées 12 mois glissés		238 574	214 228

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Saône-et-Loire	
Créations d'entreprises		T4 2023	Evol./T4 2022
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		1 569	+2,8
dont :	Entreprises individuelles	251	+20,7
	Micro-entrepreneurs	980	+2,6
	Sociétés	338	-7,1
Cumul sur 12 mois glissés		6 063	+1,6
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		589	+3,0
Cumul sur 12 mois glissés		2 156	-2,9

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Saône-et-Loire	
Ouvertures de procédures		T4 2023	Evol./T4 2022
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		119	+32,2
dont :	Sauvegardes	3	+50,0
	Redressements judiciaires	41	+78,3
	Liquidations judiciaires directes	75	+15,4
Nombre d'emplois menacés		377	-2,1
dont :	Agriculture	5	-16,7
	Industrie	49	-76,4
	Construction	59	+96,7
	Commerce	159	n.s
	Services	105	+29,6
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		400	+9,0

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Saône-et-Loire		Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
		Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
			Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
3 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)		en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture		3 510	-120	-3,2	+100	+2,9	3 540	-130	-3,4	+100	+2,9
Industrie		34 250	+30	+0,1	+20	+0,1	37 880	-110	-0,3	-60	-0,1
	Industrie agro-alimentaire	5 990	+10	+0,2	-90	-1,4	6 680	-100	-1,4	-130	-1,9
	Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 200	-20	-0,8	-60	-2,8	2 320	-30	-1,1	-80	-3,3
	Equipements élec. électron. info., autres machines	4 450	-10	-0,3	-80	-1,7	5 180	+10	+0,3	-20	-0,3
	Matériels de transport	2 640	+50	+2,0	+80	+3,3	3 050	+50	+1,7	+130	+4,5
	Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	18 980	0	-0,0	+160	+0,9	20 650	-50	-0,3	+40	+0,2
Construction		11 490	-70	-0,6	-160	-1,4	12 570	-30	-0,2	-200	-1,5
Commerce ; réparation auto.		26 170	+100	+0,4	-70	-0,3	26 570	+70	+0,3	-250	-0,9
Services marchands		45 260	-120	-0,3	+230	+0,5	47 060	-130	-0,3	+210	+0,4
	Transports et entreposage	10 760	-60	-0,6	-130	-1,2	11 670	-30	-0,2	-90	-0,8
	Hébergement et restauration	6 930	+10	+0,2	+150	+2,3	6 990	+10	+0,2	+140	+2,0
	Information et communication	1 310	-10	-0,9	+40	+2,8	1 330	-10	-1,1	+40	+3,1
	Services financiers	3 340	0	-0,0	+10	+0,3	3 350	0	-0,0	0	+0,0
	Services immobiliers	1 420	0	-0,2	-20	-1,5	1 430	0	-0,2	-30	-2,3
	Services aux entreprises	14 380	-50	-0,3	+90	+0,6	15 160	-80	-0,5	+50	+0,3
	Services aux ménages	7 110	-10	-0,1	+100	+1,4	7 140	-10	-0,2	+100	+1,4
Services non marchands		64 050	-100	-0,2	+50	+0,1	64 210	-110	-0,2	-10	-0,0
Ensemble		184 730	-270	-0,1	+170	+0,1	191 840	-440	-0,2	-200	-0,1

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

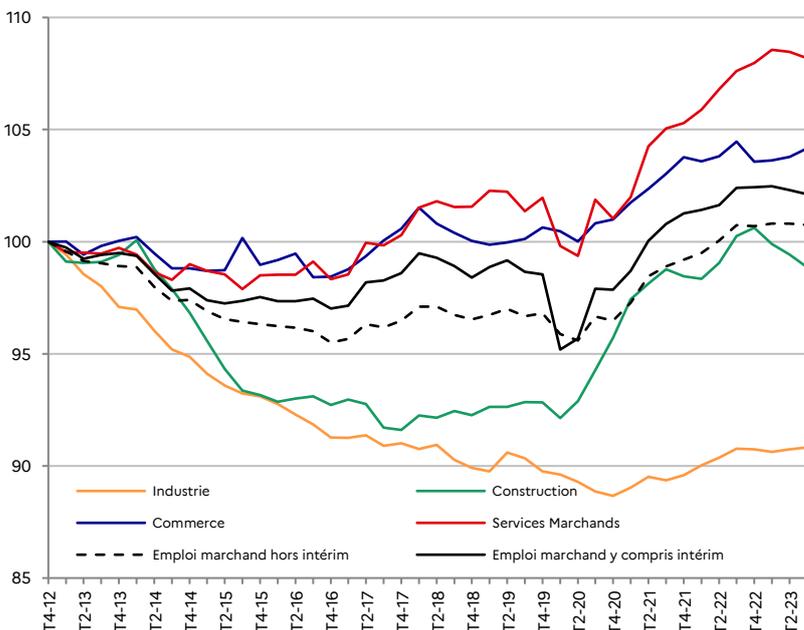
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

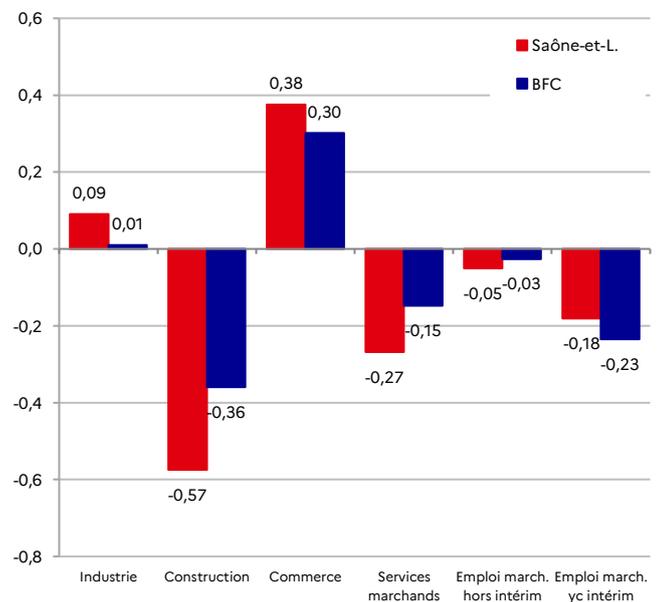
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Saône-et-Loire 3 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	40	-1,0	+29,8	1,2	+0,2	40	0,0	+33,3	2,1	+0,4
Industrie	3 390	-2,2	-1,1	9,0	-0,1	3 390	-1,7	0,0	2,8	+0,3
Construction	1 130	+4,7	-8,1	9,0	-0,6	1 040	-8,8	-10,3	3,6	+0,4
Commerce	460	-7,8	-21,1	1,7	-0,4	500	-3,8	-19,4	1,8	+0,3
Services	1 910	-0,8	-0,6	4,1	-0,0	2 040	+2,5	-3,3	1,4	0,0
Ensemble	6 940	-1,2	-3,6	5,4	-0,2	7 020	-1,8	-4,0	2,3	+0,2

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

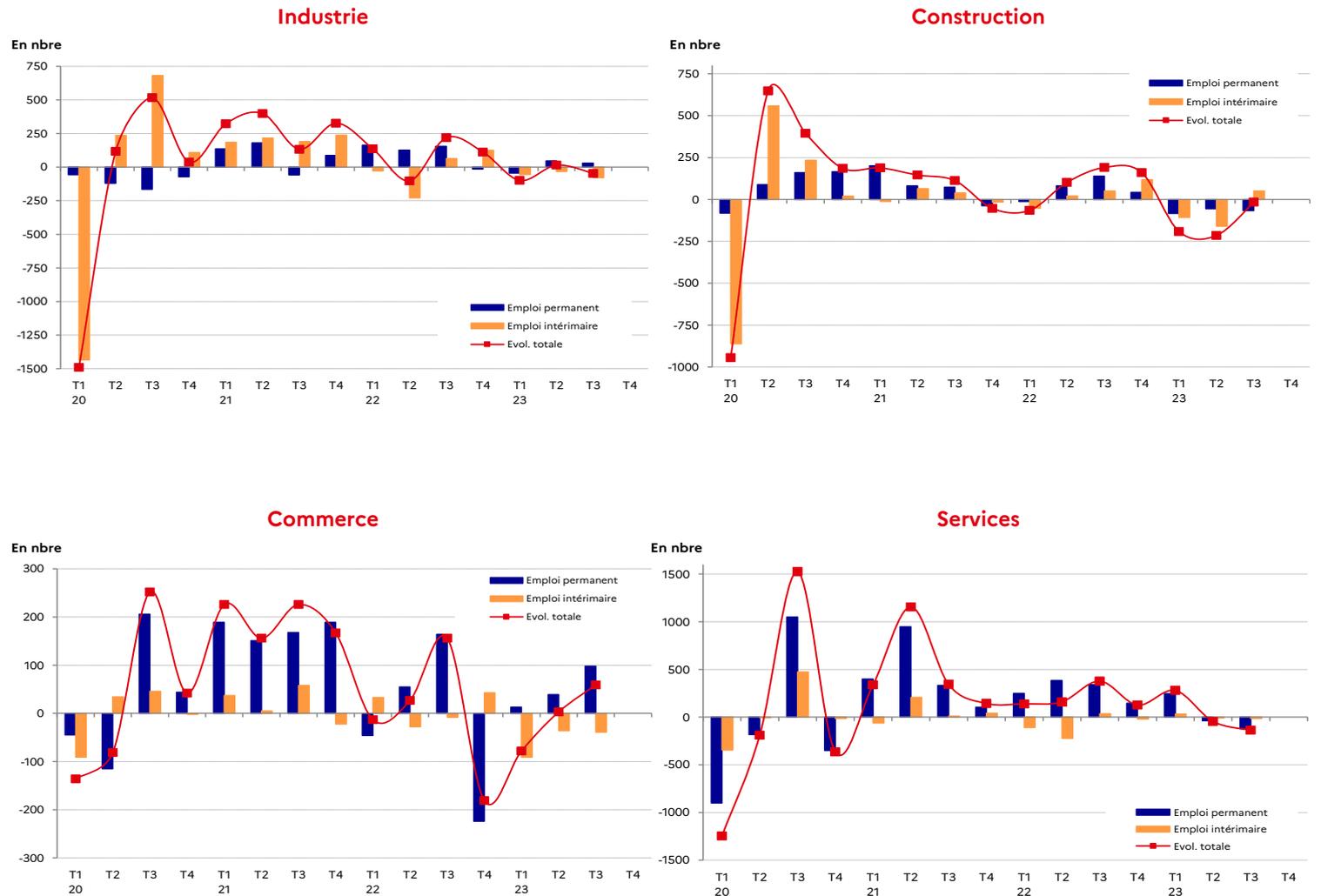
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Saône-et-Loire		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3ème trimestre 2023						
Embauches		2 669	1 439	6 213	30 030	40 351
Répartition en %		6,6	3,6	15,4	74,4	100,0
dont en % :						
	CDD	66,3	64,3	74,4	88,0	83,6
	< 25 ans	55,6	62,6	65,9	34,2	41,5
	25 - 49 ans	34,0	31,3	25,1	43,1	39,3
	50 - 54 ans	4,1	2,7	2,9	7,5	6,4
	55 ans ou plus	6,3	3,3	6,1	15,3	12,9
	Femmes	37,5	10,3	55,9	63,5	58,7
Sorties		2 992	1 534	6 634	30 884	42 044
Répartition en %		7,4	3,8	16,4	76,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	56,4	57,4	69,5	84,5	79,2
	dont CDD < 1 mois	23,5	22,0	47,5	79,9	71,0
	Demissions	19,0	20,5	15,6	7,6	10,1
	Licenciements économiques	2,7	1,3	0,4	0,3	0,5
	Licenc. non économiques	7,9	7,0	4,5	2,4	3,3
	Retraite	4,0	2,7	1,0	0,7	1,1
	Ruptures Conventionnelles	3,7	6,0	2,5	1,1	1,7
	< 25 ans	48,8	53,2	64,0	33,8	40,3
	25 - 49 ans	34,8	36,1	25,4	42,5	39,0
	50 - 54 ans	4,3	3,3	3,4	7,6	6,5
	55 ans ou plus	12,2	7,4	7,3	16,2	14,2
	Femmes	37,2	9,3	56,4	63,4	58,5

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

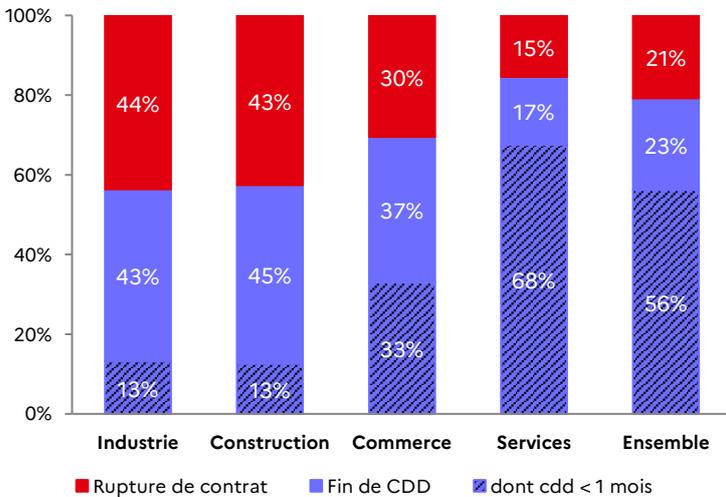
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

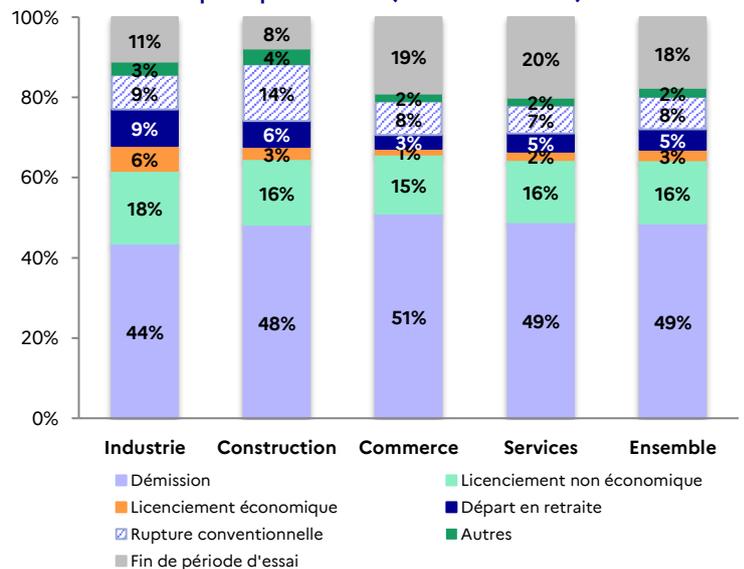
Lecture : Au 3ème trimestre 2023 parmi les embauches dans l'industrie 66,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,7 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,5 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 33 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 44 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Saône-et-Loire		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3ème trimestre 2023							
Actifs en emploi (en %)		10,1	57,7	14,3	17,9	52,3	30,1
Embauches		16 735	15 859	2 570	5 187	23 698	9 564
dont en % :							
	CDD	85,8	78,4	84,7	91,7	86,2	88,0
Sorties		16 944	16 398	2 735	5 967	24 590	9 880
dont en % :							
	Fins de CDD	83,5	74,2	78,0	81,1	82,5	85,2
	dont CDD < 1 mois	55,4	80,4	85,6	86,4	75,6	63,7
	Demissions	8,4	14,1	9,7	4,1	8,7	7,7
	Licenciements économiques	0,0	0,7	1,6	1,1	0,4	0,0
	Licenc. non économiques	3,4	3,5	3,6	2,3	2,6	2,7
	Retraite	0,0	0,0	0,0	7,5	0,8	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,5	2,9	2,5	1,3	1,4	0,4

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,7 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

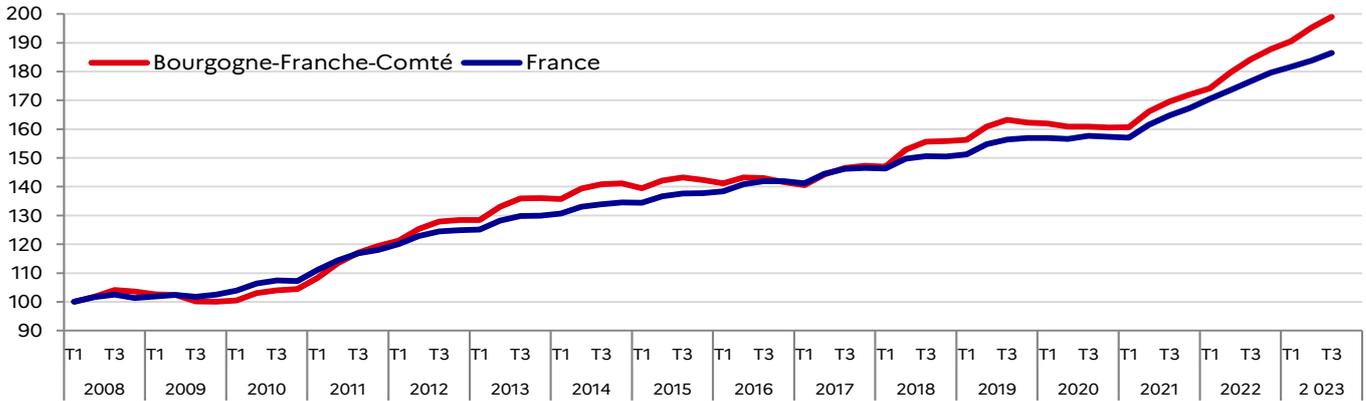
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	249 510	221 350	22,3	+0,1	+2 020	+0,9	230	0,5	+5,5	+43	+23,0
Doubs	253 357	200 330	20,1	+0,1	+120	+0,1	33 276	70,9	+1,9	+2 254	+7,3
Jura	116 657	87 760	8,8	-0,1	+90	+0,1	7 777	16,6	+2,2	+628	+8,8
Nièvre	80 740	64 610	6,5	-0,2	+40	+0,1	19	0,0	0,0	+3	+18,8
Haute-Saône	104 863	69 360	7,0	-0,6	-730	-1,0	744	1,6	+3,3	+100	+15,5
Saône-et-Loire	238 970	191 840	19,3	-0,2	-200	-0,1	238	0,5	+5,3	+31	+15,0
Yonne	145 687	109 900	11,0	-0,3	-370	-0,3	26	0,1	+4,0	0	0,0
Territoire de Belfort	64 451	49 540	5,0	-0,4	-500	-1,0	4 615	9,8	+1,2	+432	+10,3
BFC	1 254 237	994 680	100,0	-0,1	+460	+0,0	46 925	100,0	+2,0	+3 491	+8,0

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

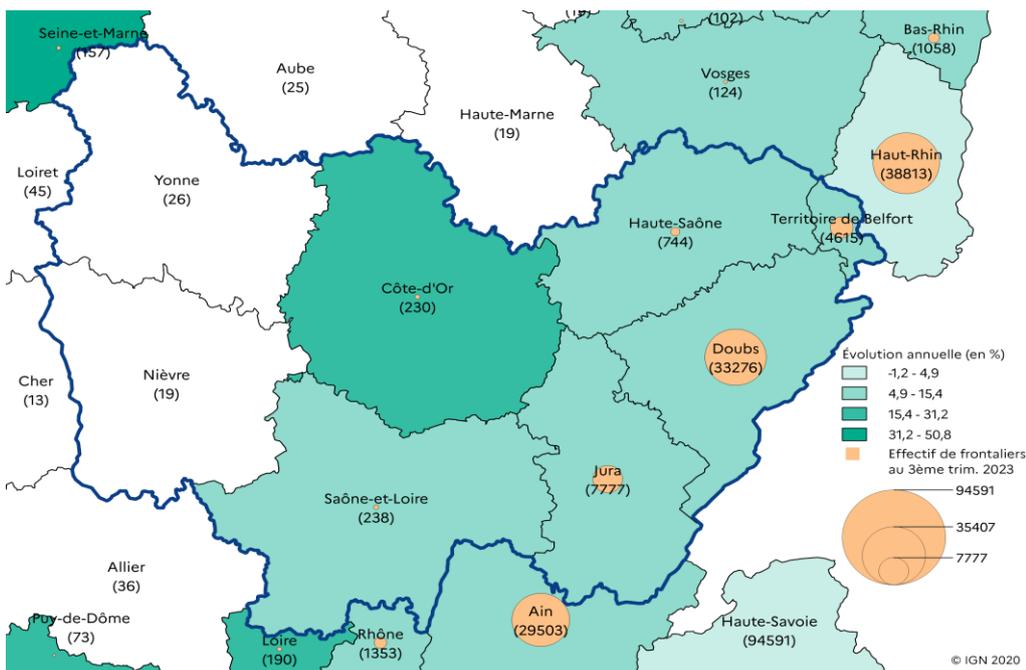
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +7,3 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 276 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Saône-et-Loire			BFC
	T4	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2023	2023	cumul 22	cumul 2022
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	118	514	-25,4	-17,2
jeunes	47	177	-0,3	-0,3
seniors	37	159	-	-
bénéficiaires RSA	9	52	-	-
DELD	55	266	-	-
TH	20	97	-	-
résidents QPV	13	33	-34,0	-25,9
résidents ZRR	60	287	-22,6	-20,1
éducation nationale	7	30	-9,1	-23,2
CIE Jeunes	69	294	-28,1	-32,8
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	590	2 161	+10,4	+18,6
dt résidents QPV	84	261	+51,7	+32,9
CEJ*	564	2 308	+16,4	+11,2
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	34	106	-26,9	-8,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T2023)				
- secteur public	17	18	-84,5	+32,4
- secteur privé	4 077	4 505	+2,2	+3,6

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 52

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/ cumul 2022
	2023	2023	
Côte d'Or	434	836	-4,5
Doubs	492	896	-8,4
Jura	283	569	-17,4
Nièvre	229	417	+0,5
Haute-Saône	181	339	-15,5
Saône-et-Loire	453	903	-8,9
Yonne	399	774	-10,0
Territoire de Belfort	102	237	-28,4
BFC	2 573	4 971	-10,3

Sources des tableaux :

Entrées :

- PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP
- CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
- PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
- Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
- IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

- PEC : DARES
- PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Saône-et-Loire		BFC
	T4	Var.(%)/	Var.(%)/
	2023	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	292	-24,6	-20,0
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	2 332	-22,0	-23,5
CEJ*	838	+19,7	+15,8
IAE (au 2T 2023)	1 554	-4,4	-4,0

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-dépenses-en-faveur-de-l'emploi-et-du-marché-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2023 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 533	-2,9	38 083	+1,6	8 837	+2,6	1 450	-11,9
Doubs	12 293	-2,0	33 400	+0,6	10 357	-0,4	1 567	-15,9
Jura	3 430	-3,4	15 730	0,0	5 440	+2,5	597	-20,4
Nièvre	5 597	-1,6	13 783	+0,5	6 417	+1,4	717	-14,3
Haute-Saône	3 890	-4,0	15 227	-0,3	5 677	+2,8	897	-11,8
Saône-et-Loire	9 940	-1,4	37 047	+0,6	12 197	+2,5	1 827	-14,2
Yonne	8 640	-2,1	23 473	-0,1	7 777	+0,4	1 127	-15,3
Territoire de Belfort	4 227	-0,9	9 583	-1,7	2 507	+3,7	610	-13,7
BFC	57 550	-2,2	186 326	+0,5	59 209	+1,7	8 792	-14,5

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

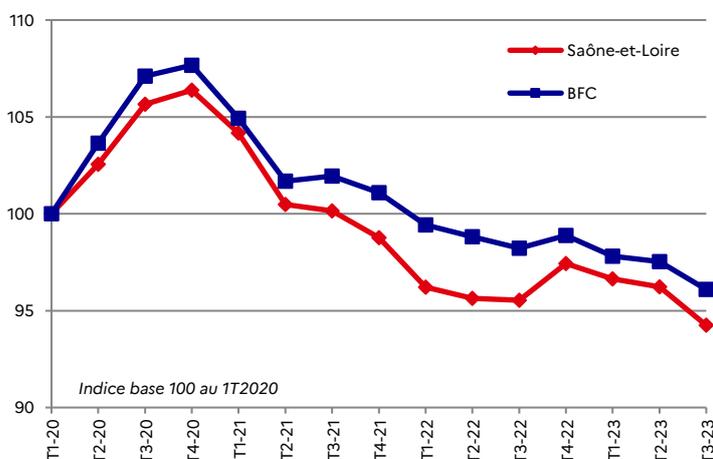
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

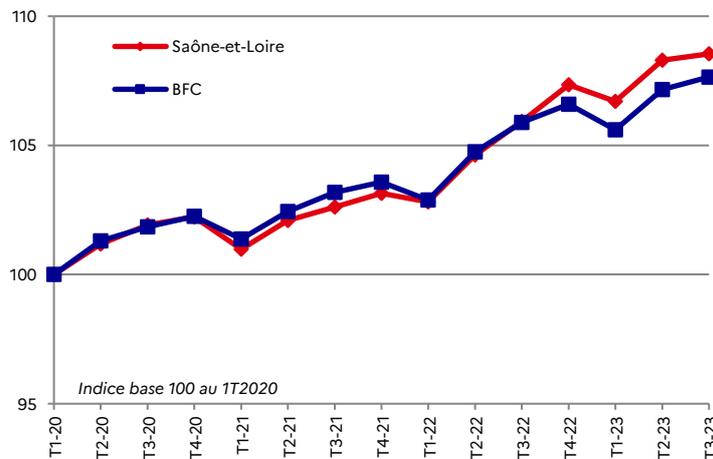
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

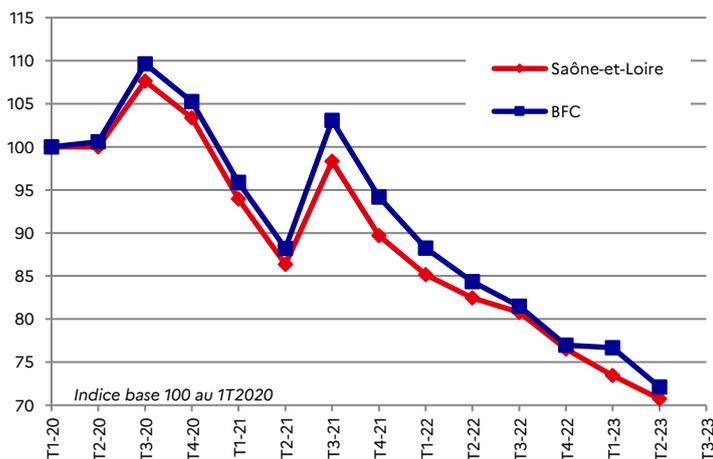
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

